

## La France en quête d'une nouvelle industrie

Jean-Pierre Hauet

KB Intelligence

*La crise économique de 2008 dont les effets tardent à s'atténuer a été le révélateur et non la cause d'une situation industrielle fortement dégradée dans notre pays. Cette situation trouve son origine dans une perte de compétitivité de nos entreprises associée à un redéploiement trop lent vers de nouveaux secteurs porteurs. A la différence de l'Allemagne, l'industrie française n'a pas bénéficié de l'ouverture européenne et de la mondialisation. La désindustrialisation qui en résulte prend des proportions inquiétantes alors que, paradoxalement, le nombre d'ingénieurs dans notre pays a considérablement augmenté.*

*Comme l'exemple de l'industrie horlogère suisse le démontre, la situation n'est pas désespérée pour autant. Son redressement implique un changement drastique dans les mentalités, dans les interventions de l'Etat et dans la conception du développement durable afin de mettre en harmonie écologie et économie.*

### Un contexte anxieux

---

La France n'a jamais été une grande nation industrielle. Entrée plus tard que l'Angleterre dans l'ère industrielle, faiblement dotée en ressources naturelles, elle aura connu tout au long de son histoire des péripéties qui sont venues entraver l'essor de son industrie : après les désastres économiques de la Révolution et de l'Empire, se sont succédées une série de guerres civiles européennes qui la saignèrent à blanc. Rappelons que le PIB de la France de 1918 n'était que de 64% de celui de 1913 et celui de 1944 guère plus de 50% de celui de 1938.

Certes il y eut quelques périodes fastes de l'économie industrielle. De 1945 à 1973, La France a connu la plus forte expansion de son histoire et l'une des plus élevées du monde industriel. Les entreprises françaises se sont concentrées, internationalisées et modernisées afin de faire face à une concurrence accrue du fait de la libération des échanges en Europe (suppression des droits de douane dans la CEE) et dans le monde (accords du GATT). Mais ces périodes de croissance ont généralement été des périodes de rattrapage pendant lesquelles l'Etat entrepreneur prenait la responsabilité de grands programmes mobilisateurs, dans le domaine des transports, des télécommunications ou de l'énergie. Le succès ne fut pas toujours au rendez-vous, comme l'échec du plan calcul lancé en 1967 et arrêté en 1975 en atteste, mais, sans doute plus grave, l'intervention directe d'un Etat protecteur, s'il a eu de gros avantages dans le court terme, n'a pas conduit à développer au sein de notre grande industrie l'esprit d'initiative et le goût du risque qui lui auraient permis de faire mieux face aux contraintes de la construction européenne et de la mondialisation des échanges.

L'industrie française a toujours été à la recherche d'un modèle, s'inspirant successivement des Provinces Unies, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des USA. Aujourd'hui, le modèle qu'il lui faut affronter fait peur aux Français : il est fondé non pas sur l'avance technologique, pour l'instant du

moins, mais sur la faiblesse des coûts de production et donc pour l'essentiel des salaires et de la protection sociale. Les Français qui ont pris l'habitude de voyager voient bien que leur pays n'est pas un pays riche : les villes y sont souvent sales et délabrées, les infrastructures de transport vieillissantes et mal entretenues et des sans-abris meurent dans les rues de la capitale. Alors l'idée que leurs enfants et eux-mêmes puissent se trouver confrontés, encore plus qu'aujourd'hui, au dilemme entre le chômage et la baisse du niveau de vie, génère une angoisse qui se propage dans l'ensemble de la société et ramène au premier plan tout un ensemble de questionnements sur le protectionnisme, sur l'indépendance nationale, sur l'euro et sur l'Europe dont on oublie qu'elle a assuré dans ce continent la paix entre les nations depuis des décennies.

## La décroissance de l'emploi industriel

La crise économique a bon dos : on fustige ici et là les bulles de l'Internet puis de l'immobilier, les placements spéculatifs, les excès de l'économie virtuelle, les comportements immoraux de certains patrons... Certes, tout ceci est exact, mais le mal est plus profond et la crise de 2008 dont les effets s'estompent progressivement, n'a qu'un effet marginal par rapport aux tendances lourdes qui affectent les économies occidentales et plus particulièrement la France depuis des décennies. Depuis 1973, date du premier choc pétrolier, notre industrie régresse. De 26.1% en 1974, la part de l'industrie dans l'emploi total est passée à 12.7% en 2009, un effondrement de 5.68 millions d'emplois à 3.25 millions en 2009, une perte de près de 2.5 millions d'emplois, alors que dans le même temps les effectifs de la fonction publique croissaient régulièrement au rythme moyen de 1.1% par an pour atteindre 5.27 millions d'emplois à la fin 2007.

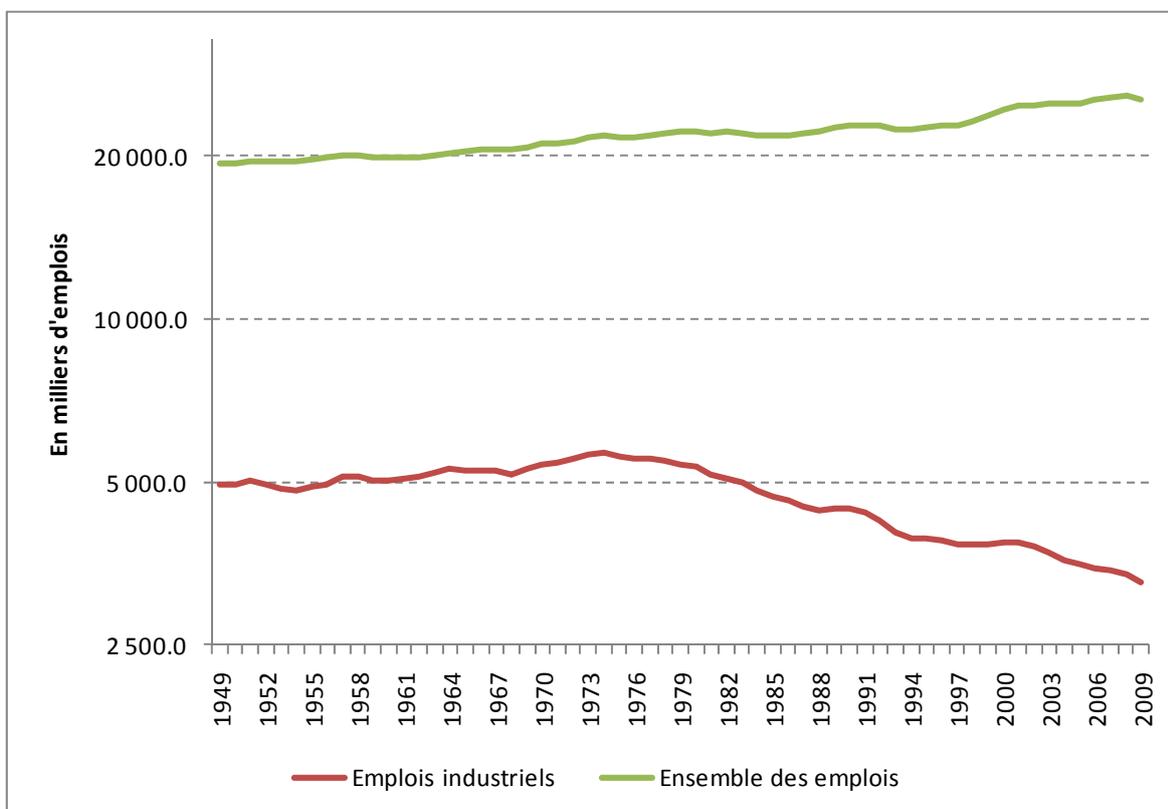


Figure 1 : Evolution de l'emploi industriel en France comparée à celle de l'emploi total depuis 1949 – Source : Insee

La part de l'industrie (en volume) dans la valeur ajoutée totale décroissait de 20.6% en 1974 (pratiquement le maximum historique d'après guerre) à 17.1% en 2007 et 15.3% en 2009.

Cette désindustrialisation, amorcée depuis bien longtemps et probablement déclenchée par la première crise pétrolière de 1974, est restée longtemps indolore pour un ensemble de raisons. Les pertes d'emploi dans l'industrie étaient pour une part significative, peut-être 25%, simplement dues à l'externalisation vers le secteur des services, d'emplois non spécifiques aux activités industrielles. La valeur ajoutée industrielle, même si son poids relatif décroissait régulièrement, continuait à croître en valeur absolue, du fait des progrès de productivité considérables réalisés chaque année. Cette productivité accrue conduisait à une baisse des prix des biens de consommation qui permettait aux foyers d'avoir accès à des équipements de loisirs ou de confort qui leur étaient autrefois hors de portée. Plus de pouvoir d'achat leur permettait également d'acheter plus. Les marchés s'ouvraient certes à la concurrence mais, hormis les lendemains de crise pétrolière, la France parvenait à tirer son épingle du jeu du commerce extérieur. L'opinion était flattée par les responsables politiques, de droite comme de gauche, par les succès que remportaient nos éléphants blancs à l'étranger, dans les domaines de l'aéronautique, du spatial ou des centrales nucléaires.

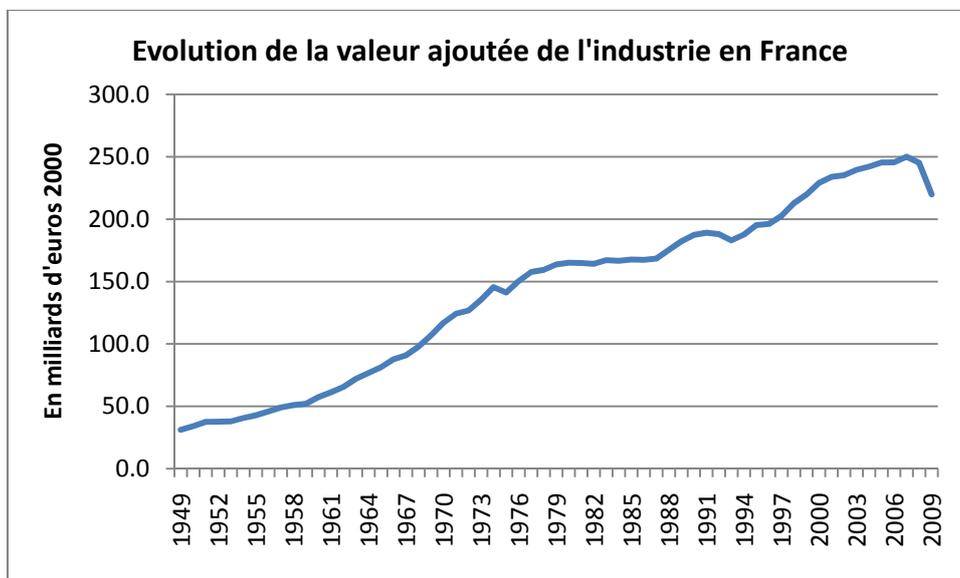


Figure 2 : Evolution en volume de la valeur ajoutée industrielle en France depuis 1949 – Source : Insee

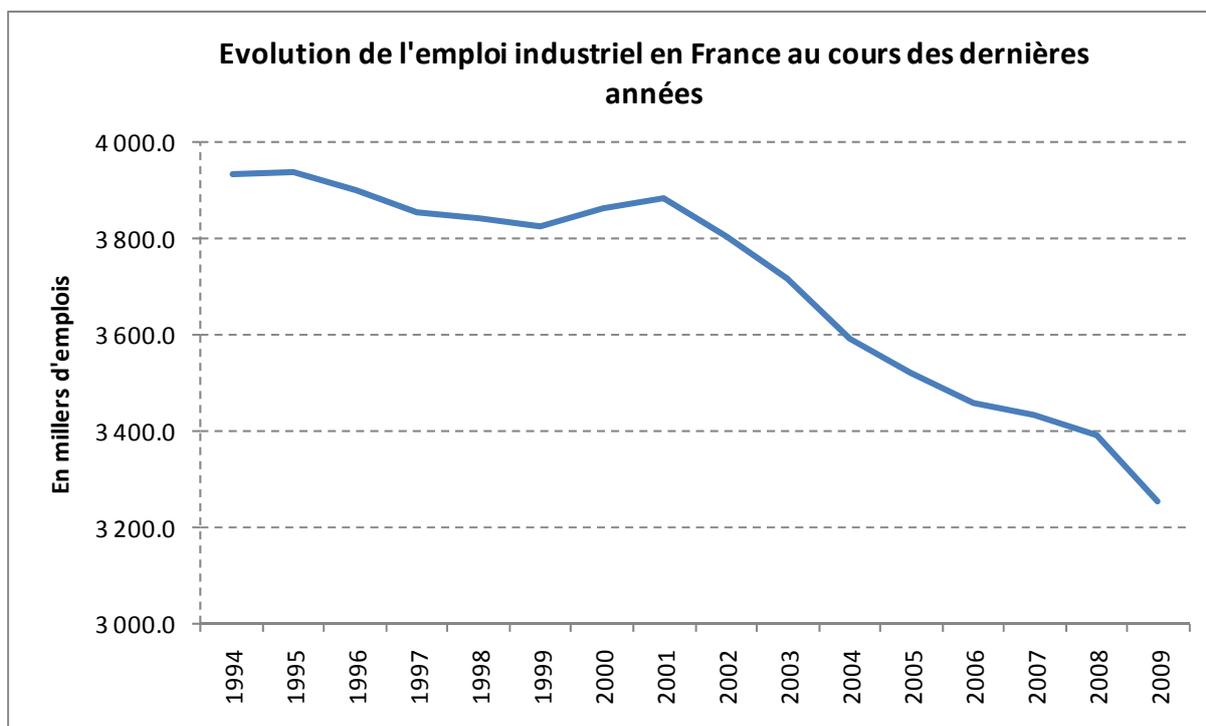
Dans les entreprises, la règle d'or était la réduction des effectifs. On ne faisait pas carrière dans un groupe industriel si l'on n'était pas capable de mener à bien un plan social. Dans un grand groupe de télécommunications, un grand patron réputé visionnaire évoquait de façon péremptoire un futur enfin débarrassé des usines, un groupe « fabless » disait-il. L'un de ses grands barons mettait au pas les nouveaux entrants dans la filiale dont il avait la charge, par une de ses formules dont il avait le secret : « Chaque année nous fermons une usine, les bonnes années deux ». Il y avait une certaine arrogance dans cette façon de croire que les pays industrialisés, et la France en particulier, pourraient de façon durable garder le monopole des emplois à haute valeur ajoutée et confier aux pays en développement les tâches de production ou de fabrication réputées subalternes.

Le modèle n'était évidemment pas durable et il y avait, aux côtés de l'arrogance, de la naïveté à croire que les pays en développement ne viendraient pas concurrencer les pays industrialisés sur

tous les fronts. Consentons simplement à admettre que le retour de bâton a été plus rapide et plus violent qu'on ne pouvait honnêtement l'imaginer.

La crise économique de 2008 a servi de détonateur mais elle n'est pas à l'origine de la tendance lourde à la désindustrialisation apparue dès 1974. Elle a simplement accentué et donc davantage mis en évidence un phénomène chronique. Sous l'effet de la récession économique internationale, les pertes d'emplois industriels se sont accélérées (hors industries agricoles et alimentaires), passant d'un rythme déjà élevé de 61 000 par an sur la période 2000-2007 à plus de 100 000 par an pour les années 2007-2009. Le levier traditionnel d'ajustement que constituait l'intérim industriel s'est simultanément effondré et les effets conjoncturels de la récession se sont ajoutés aux facteurs structurels de la désindustrialisation.

Ces facteurs structurels ont eux-mêmes évolué quant à leur poids relatif. Il semble bien que le premier facteur de réduction de l'emploi industriel, à savoir l'externalisation des fonctions auxiliaires jadis intégrées aux entreprises industrielles, et qui selon une étude de la direction du Trésor<sup>1</sup> pourrait expliquer 25% des pertes d'emplois industriels survenues dans la période 1980-2007, ait fini par trouver ses limites et soit devenu depuis le début des années 2000 un facteur marginal.



**Figure 3 :** Evolution de l'emploi industriel en France au cours des dernières années - *Source : Insee*

Les forts gains de productivité, indispensables à la sauvegarde des emplois contribuent simultanément à en réduire le nombre. De plus l'évolution technologique tend à miniaturiser les biens de consommation voire à entraîner leur disparition. Le remplacement des cartes de vœux en papier par des cartes de vœux électroniques en est un exemple, la quasi-disparition des cabines téléphoniques publiques en est un autre. La demande est de plus en plus orientée vers les services et les contraintes d'espace ou d'environnement font que le « small » est de plus en plus considéré comme « beautiful », pour les automobiles notamment. L'évolution et la contraction de la demande

<sup>1</sup> La désindustrialisation en France – Lilas Demmou – Juin 2010

constituent à coup sûr, dans le combat que mène l'industrie pour sa survie, deux facteurs qui continuent à expliquer une part très importante des réductions d'emploi.

En parallèle, il semble probable que le facteur « perte de compétitivité et impact de la concurrence étrangère » qui, selon l'étude de la Direction du trésor précitée, expliquait environ 13% des pertes d'emplois industriels sur 1980-2007 et 28% sur 2000-2007 ait continué à accentuer ses effets et nous ne serions pas surpris qu'il puisse sur 2007-2009 expliquer la moitié des emplois industriels disparus.

### **Une situation doublement préoccupante pour la France**

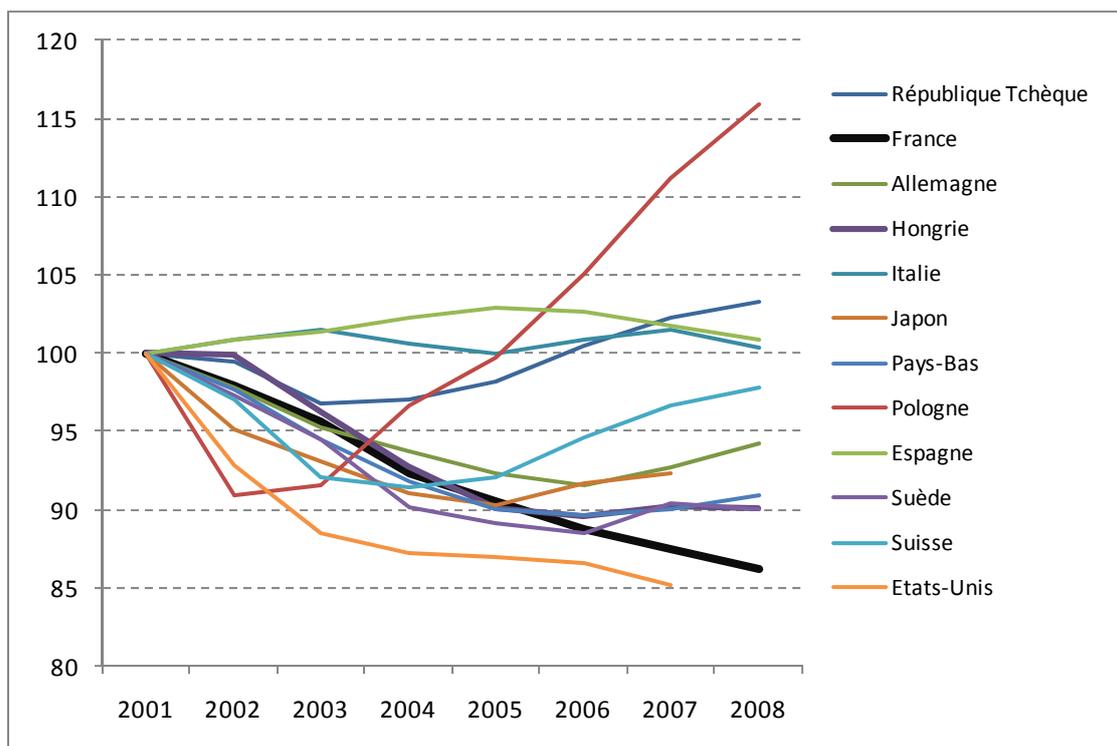
---

Cette évolution est très préoccupante. D'une part parce que l'industrie a un effet d'entraînement : sur les services bien entendu mais aussi sur l'ensemble de la recherche-développement. Comment peut-on imaginer pérenniser et valoriser notre capacité d'innovation si elle ne bénéficie pas d'un interfaçage direct avec des structures de production qui soient davantage animées par le souci d'un progrès collectif que par l'objectif de bénéficier au plus vite d'un transfert de technologie ? A quoi sert d'avoir doublé en 20 ans notre effectif d'élèves-ingénieurs, passant de 52 000 en 1991 à 122 000 en 2010, si le tissu industriel n'est plus là pour les accueillir et si les ingénieurs voient en conséquence leur profession continuer à se dévaloriser ? La Chine ne forme encore aujourd'hui que 350 000 ingénieurs par an alors que sa population est 20 fois celle de la France. On imagine la puissance qu'aura d'ici quelques années un pays formant 2 millions et plus d'ingénieurs par an et qui dès à présent fabrique 50% des appareils photos, 30% des télévisions, 25% des machines à laver et 20% des réfrigérateurs produits dans le monde. Mais la Chine n'est que l'un des pays auxquels il faut désormais s'affronter dans cette guerre mondiale des idées, de l'innovation, de l'agilité, de la ténacité et in fine de la compétitivité.

Veut-on rester une civilisation de progrès ou devenir une sorte de réserve touristique que les étrangers viendront visiter ? Comme le note l'économiste Jean-Marie Levet : « Il aura fallu une crise inédite pour remettre l'industrie dans la conscience collective ».

Mais d'autre part, il nous prend conscience également que la France est parmi les pays où l'industrie est la plus touchée. Au 31 mars 2009, l'industrie occupait 17% de l'emploi total dans l'Union Européenne contre 13% en France. Ce pourcentage restait particulièrement élevé dans les nouveaux états membres (24% en moyenne) mais aussi en Allemagne et en Italie (20%).

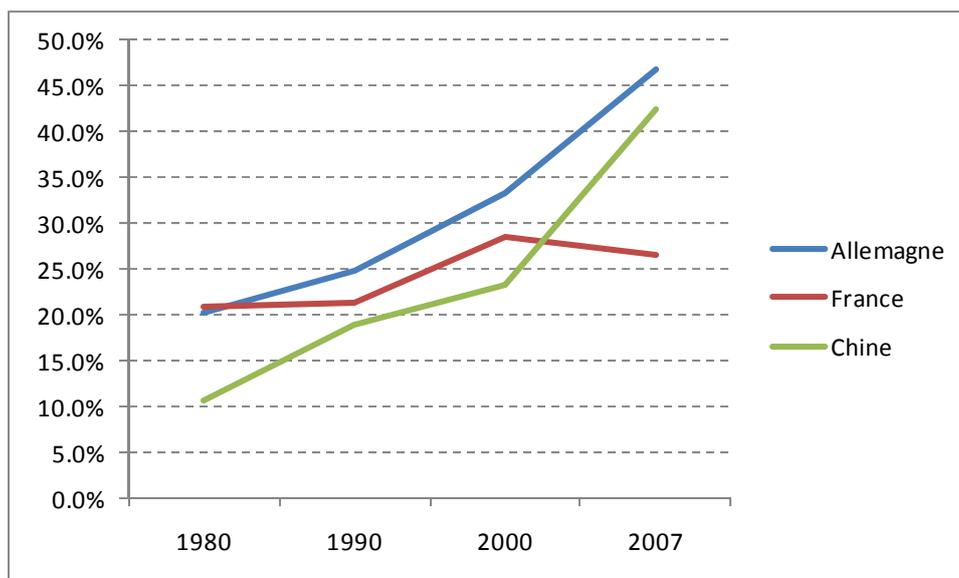
La figure 4 retrace, en indice base 100 en 2001, l'évolution de l'emploi manufacturier dans les principaux pays de l'OCDE. On y voit que certains pays (Pologne, République Tchèque) ont accru leur potentiel industriel, que l'Allemagne a très bien résisté, même si un certain déclin est amorcé et que malheureusement la France est, juste avant les Etats-Unis, le pays où l'emploi manufacturier s'est le plus dégradé.



**Figure 4 :** Evolution en indice de l'emploi industriel dans les principaux pays de l'OCDE (base 100 en 2001) – Source : OCDE

S'agissant des USA, les causes du déclin sont assez largement similaires à celles de la France, avec un recul très fort des productions domestiques dans certains secteurs clés tels que l'automobile et un accroissement considérable des importations en provenance des pays à bas coût de main d'œuvre. Certains y verront le signe du déclin de l'empire américain. Peut-être. Mais les USA ont une capacité de rebond que nous n'avons pas. Ils restent encore et de loin, la première puissance technologique qui maîtrise des pans entiers de l'économie mondiale. Quand 100 « i-phones » sont assemblés en Chine, 45 au plus sont à présent vendus aux USA, environ 35 en Europe et le solde dans le reste du monde. Grâce à un produit fortement innovant, les USA occupent des marchés d'exportation, font travailler leur industrie de semi-conducteurs et, indirectement, par tous les fournisseurs de services s'appuyant sur l'i-phone, à commencer par Google, rapatrient vers leur économie nationale un volume d'activités ou de redevances considérables.

Le problème de la France est qu'elle n'a pas très bien tiré parti de l'ouverture des marchés internationaux. Elle en a certes profité en tant que consommateur, gavant les Français d'écrans plats et d'appareils photo numériques. Par contre le poids de l'ensemble de ses exportations rapporté au PIB a cru de façon relativement faible (21.0% en 1980, 26.5% en 2007) alors que le même ratio est passé respectivement de 20.2% à 46.7% en Allemagne et de 10.8% à 42.5% en Chine (Figure 4)



**Figure 5 :** Evolution des exportations de biens et services exprimées en % du PIB – Source : Banque Mondiale

Le poids de nos exportations industrielles spécifiquement industrielles a augmenté de 12% en 1980 à 17% en 2006. Mais dans le même temps le poids des importations est passé de 11% à 18%, inversant un résultat qui était traditionnellement positif et créant un solde déficitaire de plus de 20 Mds d'euros en 2009. L'Allemagne, qui a fait depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle de l'industrie et des entreprises moyennes le fer de lance d'une économie fortement tournée vers les exportations, a continué à vendre son image de qualité profitant pleinement de la croissance des marchés émergents. La Chine, « new comer » sur la scène internationale au début des années 1980, s'est imposée comme premier exportateur mondial grâce à la compétitivité de ses fabrications. Devenu son dauphin, L'Allemagne parviendra-t-elle à maintenir son rang ? D'aucuns en doute mais il est plus facile de conforter des positions que d'avoir à les reconquérir. Quant à la France, devancée par les Pays-Bas, elle est en passe de devoir abandonner sa 6<sup>ème</sup> place au profit de la Corée dont on a pris la mesure du dynamisme commercial à l'occasion du projet nucléaire d'Abu Dhabi.<sup>2</sup>

## Les raisons du déclin

Clairement la France n'était pas suffisamment préparée à l'ouverture européenne et à la mondialisation des échanges qui l'a suivie. Les raisons en sont multiples :

- Un Etat trop tutélaire qui a traditionnellement donné la préférence aux grands projets à forte visibilité mais à rentabilité incertaine : on se rappelle bien sûr l'aventure du Concorde mais que va-t-il advenir du Rafale ou de l'EPR ?
- Une fiscalité trop lourde et trop pénalisante pour l'emploi,
- Des mentalités peu animées par l'esprit d'entreprise et davantage tournées vers la préservation des « acquis sociaux » si chers à nos concitoyens,
- Un tissu de moyennes entreprises trop faibles, trop dépendantes de leurs grands clients et de leurs banques, qui les pressurent, et trop peu tournées vers l'innovation,
- Une perte de lustre des métiers techniques au profit de ceux de la finance,

<sup>2</sup> Voir Passages N°153 de juin-juillet 2010

- Une morosité ambiante qui incite à minimiser les risques et qui fait de la France la championne du monde du pessimisme au début de l'année 2011,
- Une image de marque contaminée par ces comportements et par les mouvements sociaux qui souvent s'ensuivent,
- Plus fondamentalement, l'effritement des domaines dans lesquels la France peut prétendre bénéficier d'avantages comparatifs, absolus ou relatifs, avantages indispensables pour lui permettre de tirer parti des systèmes de libre échange<sup>3</sup>. L'industrie automobile et l'industrie aéronautique sont nées en France et constituent encore à ce jour des valeurs solides, mais pour combien de temps ? La Chine sera bientôt le premier producteur mondial de voitures, d'avions, de trains à grande vitesse... Où sont les secteurs d'activités nouveaux qui permettront d'assurer la relève vers de nouveaux marchés ?

### Le pire n'est jamais sûr : l'exemple de l'industrie horlogère suisse

Mais cessons de tomber dans le pessimisme que nous fustigeons. Le pire n'est jamais sûr. Tout d'abord parce qu'il ne faut jamais extrapoler sur de longues périodes les tendances du passé. Les nations en plein développement qui grignotent à pleines dents nos parts de marché connaîtront à leur tour des difficultés de tous ordres. On prédisait il y a encore 20 ans la domination du Japon sur les USA et sur l'ensemble du monde industriel. On a vu ce qu'il en est advenu.



Ne comptons pas néanmoins sur le malheur des autres pour faire notre bonheur et tournons nous un instant vers un cas d'école exemplaire celui de l'industrie horlogère suisse. L'industrie horlogère s'est développée à partir du milieu du XVIème siècle à Genève par contrecoup de la réforme calviniste qui interdit le port d'objets ornementaux non utilitaires et conduisit les joailliers et orfèvres de la place à une reconversion rapide, alors que l'industrie horlogère d'apparat était florissante à Blois, dans une ambiance de résidences princières et royales. Genève, comme l'Angleterre d'ailleurs, bénéficia alors de l'exode d'artisans huguenots, après la révocation de l'édit de Nantes en 1689, et se mit à exporter vers la France des montres entièrement finies sur lesquelles les revendeurs se contentaient d'apposer leur plaque.

L'histoire qui s'ensuit est marquée par un nombre impressionnant d'épisodes :

- Beaucoup d'innovations technologiques majeures comme la montre à remontoir, le calendrier perpétuel, les montres électriques, la première montre à quartz,
- Une organisation industrielle digne d'Adam Smith, s'appuyant sur les compétences respectives de la ville et des campagnes, fondée sur une interchangeabilité des composants-clés et sur l'accroissement de la productivité,
- Des choix marketing heureux avec l'introduction à la fin de la première guerre mondiale de la montre bracelet.

En 1970, l'industrie horlogère suisse employait 90 000 personnes et exportait dans tous les pays du monde. Pourtant cette industrie faillit sombrer. Bien que la première montre à quartz ait été

<sup>3</sup> On se reportera sur ce sujet aux travaux des économistes Adam Smith et David Ricardo et, de façon contemporaine, de Jean-Jack Moreau.

développée en 1967 à Neuchâtel, les firmes japonaises plus promptes à industrialiser les montres électroniques attaquèrent durement l'industrie suisse qui se retrouva au début des années 1980 quasi-moribonde, ayant perdu les 2/3 de ses effectifs.

Mais en trente ans, l'industrie horlogère suisse est parvenue à redresser la barre par un cocktail alliant l'innovation à un mix de produits où les montres mécaniques prestigieuses côtoient les montres électroniques grand public vendues à 30 € à peine l'unité. Forte d'environ 40 000 personnes, l'industrie horlogère suisse est redevenue, malgré une année 2009 difficile, créatrice d'emplois, exportant sur les 11 premiers mois 2010 l'équivalent de 14.6 Mds de CHF (11.7 Mds €), en progression de 29.7% par rapport à l'année précédente.

Le secret n'est pas dans la taille des entreprises : l'industrie horlogère reste un tissu de 600 PME employant chacune moins de 100 salariés. Il réside dans l'organisation du travail et dans la très haute compétence des employés, dans l'effort de design et de marketing, dans la qualité des produits qui conditionne l'image de marque, dans la protection de la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon.

Aujourd'hui, l'industrie horlogère suisse que l'on croyait condamnée est la troisième industrie exportatrice du pays derrière l'industrie des machines et celle des produits chimiques. L'exemple n'est pas anecdotique mais illustratif de la capacité des économies à se régénérer dès lors qu'elles en ont la volonté et la cohésion pour le faire avec à leur tête des hommes ayant une vision du long terme plus qu'un appétit pour des carrières vite faites.

## Une nouvelle industrie peut naître en France

---

### **Le protectionnisme n'est pas la solution**

Alors que l'industrie horlogère suisse s'est posé la question de savoir comment elle pouvait innover pour survivre et se développer à nouveau, les Français développent des sentiments protectionnistes et sont de plus en plus sensibles aux discours populistes de certains qui se veulent en devenir les leaders. A dire vrai, le protectionnisme ne peut plus être complètement écarté lorsque certains de nos intérêts stratégiques sont en cause et que les termes de l'échange sont manifestement et délibérément biaisés. Mais les l'attention des Français devrait être davantage appelée sur les régressions considérables de niveau de vie qu'entraînerait une fermeture des frontières ou l'imposition de droit de douanes sur des produits qui sont aujourd'hui de consommation courante et qui font leur quotidien. Rappelons-nous un instant l'épisode du contingentement des magnétoscopes en 1982. A cet époque, il était impérieux de redresser la balance du commerce extérieur. Les magnétoscopes japonais furent soumis à une taxe de 700 F et devaient transiter par un centre de dédouanement à Poitiers, complètement engorgé, d'où ils ne ressortaient qu'à petit régime dans l'espoir de préserver le marché de Thomson, fraîchement nationalisé. Mais très vite la mesure dut être abandonnée sous la pression des consommateurs, alors que le magnétoscope était encore un produit très cher (7 000 à 8 000 F de l'époque) et que l'industrie nationale était présente sur ce créneau. Imaginons aujourd'hui l'impact qu'aurait le contingentement ou la taxation des nombreux produits de grande consommation, dans le domaine de l'électronique et de l'habillement notamment, importés de pays à bas coûts de main d'œuvre et dans l'immédiat sans substituts dans notre sphère nationale .

Le protectionnisme, quelle qu'en soit la forme (taxation, contingentement, règles techniques) est une mesure défensive, qui ne peut être utilisée que de façon transitoire, face à des situations d'abus caractérisés : défauts manifestes de qualité, dumping sur les prix, atteintes inadmissibles à l'environnement. On ne peut pas diaboliser la concurrence de pays en voie de développement et leur faire le reproche d'accepter des salaires encore très inférieurs aux nôtres. On peut tout au plus sensibiliser davantage les consommateurs aux problèmes de qualité, tenter de susciter en eux un réflexe de civisme, mais ce genre de mesures n'a que des effets limités.

## **La sortie de l'euro**

Pour certains la sortie de l'euro est la vraie solution : celle qui permettrait de retrouver l'un des attributs majeurs de la souveraineté nationale, d'opérer de bonnes vieilles dévaluations compétitives et de redonner ainsi à notre industrie la compétitivité qui lui fait défaut. Typiquement il s'agit là de la fausse bonne idée. On notera tout d'abord que l'euro du fait du vacillement des économies européennes a baissé en 13 mois (3 décembre 2009 – 3 janvier 2011) de 12% par rapport au dollar, retrouvant une parité (1.33 €/ \$) qui n'est pas très éloignée de sa valeur d'introduction en 1999 (1.17). Certes le taux de change par rapport au yuan chinois a peu évolué, mais objectivement qu'y pouvons-nous, sauf à faire comprendre à la Chine que son intérêt est de laisser glisser sa monnaie pour stimuler sa consommation intérieure ? Mais imagine-t-on un instant aujourd'hui une situation où les 18 partenaires de la zone euro engageraient une guerre fratricide des monnaies dont l'effet le plus clair serait une dégradation encore plus forte de la balance commerciale des pays importateurs nets dont nous faisons partie ?

Il faut bien comprendre que dans le système économique né de la mondialisation, les velléités d'autarcie ou de contrôle des monnaies se heurtent à la division internationale du travail et que les décisions ne peuvent plus être unilatérales, sans qu'elles n'entraînent des contre-réactions allant à l'encontre de l'effet recherché. La Chine fait sans doute encore exception du fait de l'énormité de ses excédents commerciaux, qui lui laissent la latitude de décider de sa politique de change, mais elle doit piloter au plus près son développement pour éviter les tensions internes qui risqueraient de dégénérer. Dans le système mondial, où des entreprises françaises comme Schneider Electric peuvent avec succès aller fabriquer en Chine pour pouvoir vendre ailleurs, l'essentiel est d'être présent dans les deux termes de l'échange et dit de façon simple d'avoir quelque chose à vendre.

## **Développer nos avantages comparatifs**

Inévitablement on en revient aux fondements de la théorie du libre échange et à la nécessité de disposer d'avantages comparatifs pour que les échanges puissent être profitables à l'ensemble des parties concernées.

La France possède peu d'avantages naturels. Il en est toutefois certains qui pourraient être mieux valorisés :

- Le tourisme tout d'abord. La France reste le pays le plus visité au monde (74.2 millions de visiteurs en 2009), devançant les USA (54.9 millions)<sup>4</sup>, mais les séjours y sont courts et en termes de revenus, la France n'arrive qu'au 3<sup>ème</sup> rang, devancée par l'Espagne, très loin derrière les USA et déjà talonnée par la Chine. Chacun voit bien les faiblesses de l'industrie

---

<sup>4</sup> Source : World Tourism Organization 2010

hôtelière française, sur le plan des investissements et de la qualité de l'accueil. Pourtant la France reste dotée d'atouts naturels exceptionnels qui pourraient être mieux exploités dans une vision de tourisme durable.

- Le cadre de vie et l'espace sont des avantages exceptionnels qui expliquent sans doute pour une part importante le maintien d'une démographie assez satisfaisante dans notre pays. Nous soutenons que la France pourrait abriter sans que la population ait à en souffrir, 100 millions d'habitants. En attendant, la France pourrait mieux promouvoir sa qualité de vie auprès des élites internationales et s'organiser pour les accueillir.
- Les zones économiques exclusives : avec 11 035 000 km<sup>2</sup> de zones économiques exclusives (y compris les eaux territoriales) la France arrive au deuxième rang dans le monde, presque à égalité avec les Etats-Unis. Les ressources de la mer, des courants et des fonds marins restent pour beaucoup d'entre elles à exploiter et même à découvrir. La France peut y trouver un tremplin pour promouvoir de nouvelles activités.

Il reste que pour faire face à une concurrence dont on ne voit pas dans le court et moyen terme l'apaisement, l'industrie française doit faire preuve d'imagination et de volonté. Le plan Monet qui a été au centre de la convalescence française de 1947 à 1953, était axé, de façon très sélective, sur six secteurs de base : charbon, électricité, ciment, machinisme agricole, transport et acier. Ce plan fut bien accepté et exécuté. Il permit à notre pays de sortir du marasme de la guerre. Nous sommes aujourd'hui à nouveau en guerre, en guerre économique, une guerre qui ne durera pas 5 ans mais plus probablement 30 et qui peut dégénérer en instabilités internes ou externes beaucoup plus graves. Nous pouvons encore figurer parmi les vainqueurs mais il faut choisir nos créneaux et nos partenaires et fixer des objectifs réalistes avec des délais raisonnables, en mobilisant l'ensemble de nos compétences, qui restent très étendues, comme l'industrie horlogère suisse a su le faire.

*Passages* s'est beaucoup penchée sur l'industrie nucléaire française. La sortie de Siemens de notre dispositif industriel a laissé un vide qui n'est pas encore comblé. Les nouvelles alliances ne sont pas nouées. La nouvelle politique « produits » n'est pas arrêtée. Les acteurs français se disputent toujours le leadership national. La création du grand groupe minier français, que nous avons depuis longtemps préconisée, semble piétiner. Pendant ce temps, les nouvelles stars du nucléaire international, la Corée, la Russie, engrangent les commandes. Espérons au moins que notre savoir-faire en nucléaire de 3<sup>ème</sup> génération ne sera pas cédé à la Chine pour un plat de lentilles.

## **Le rôle de l'Etat**

Dans ces temps difficiles, le salut n'est pas attendre de l'Europe, encore mal remise d'un élargissement trop rapide même s'il était incontournable. L'Europe pourrait pourtant, dans certains domaines, montrer la voie, non pas par des catoblepas dont elle a le secret, mais par des initiatives concrètes. Elle ne doit pas se contenter d'encadrer ou d'interdire. Elle doit renoncer à une idéologie trop axée sur la concurrence et encourager les champions nationaux ou européens au lieu de les combattre. Les épisodes Schneider-Legrand ou Pechiney se sont soldés par des échecs industriels dont les enseignements n'ont pas été tirés. Les idées ne manquent pas pour promouvoir de nouveaux projets. Mais la volonté de les mettre en œuvre en commun est hélas moins évidente. Une refondation de l'Europe autour des pays du premier cercle est possible mais le dessein politique et économique n'en est pas aujourd'hui très clair. L'échec de la coopération avec Siemens reste présent

dans les esprits. Les réactions françaises face au résultat de l'appel d'offres d'Eurostar sur les trains à grande vitesse montrent que les épidermes sont sensibles.

Dans l'immédiat, l'Etat, même s'il n'a plus le rôle de grand bâtisseur qu'il avait jadis, reste, dans les temps difficiles que nous connaissons, le rempart le plus protecteur. Il peut en premier lieu peser de tout son poids auprès de Bruxelles pour faire entendre que la priorité est aujourd'hui bien moins le développement de la concurrence interne à l'Europe que la résilience face à la concurrence externe. Dans le domaine des réseaux, il est proprement stupéfiant de voir que le transport des électrons dans les réseaux électriques a le droit, au nom d'une certaine notion de service public mais plus vraisemblablement par hystérésis, de demeurer une activité monopolistique régulée, alors que le transport des photons dans les fibres optiques doit impérativement être livré à la concurrence, au nom du sacro-saint dogme bruxellois. Le résultat est que le plan de câblage de la France en très haut débit ne démarre pas, que les grands opérateurs restent en embuscade et s'observent, que 30 Mds d'euros d'investissements aux effets directs et induits incontestables, restent en attente d'hypothétiques décisions et que la modernisation de notre réseau de communication et l'effet d'entraînement qu'elle peut avoir, sont renvoyés à plus tard.

L'Etat peut développer des politiques de branches et, en accord avec leurs institutions représentatives, soutenir celles qui sont les plus ébranlées par la concurrence (automobile notamment) et celles dont on peut de façon réaliste prévoir un essor au cours de la prochaine décennie. Mais il faut faire preuve de pragmatisme, se méfier des modes et éviter de tomber dans le travers typique de l'administration française consistant à soutenir des projets suffisamment séduisants pour emporter l'adhésion des comités de sélection mais qui in fine ne mènent à rien. Trop axer le soutien à notre industrie automobile au travers du véhicule électrique ne risque-t-il pas de conduire à des lendemains douloureux ?

### **Un développement durable raisonnable**

La notion de développement durable, et tout particulièrement les préoccupations environnementales, doit être revisitée. Le Grenelle de l'Environnement a été lancé le 21 mai 2007, c'est à dire plus d'un an avant que n'éclate la grande crise économique mondiale. Le processus législatif qui s'en est suivi, tout particulièrement celui du Grenelle 2, s'est donc déroulé sur la base de principes définis avant cette crise mais alors que la résistance à la crise était devenue la priorité N°1 des Français. Il y a donc eu forcément un hiatus entre les aspirations initiales, un peu angéliques, et les contraintes imposées par la réalité des temps.

Il ne s'agit pas de remettre en cause la nécessité d'un développement qui préserve l'environnement. Nul ne le questionne désormais. Mais le développement durable et l'environnement se sont au fil des ans banalisés. Ils doivent être aujourd'hui remis en perspective avec les autres contraintes qui pèsent sur l'appareil industriel.

Il y a l'usure du temps mais aussi des mots : les formules incantatoires et franchement vides de sens telles que « Il faut décorrélérer la croissance économique de la consommation d'énergie » ou « il faut inventer un nouveau modèle de croissance » sonnent à présent complètement faux. On voit bien que ce modèle de société n'existe pas, que les individus, où qu'ils soient dans le monde, aspirent dans leur quasi-totalité à plus de confort et plus de mobilité. En revanche il est nécessaire et possible de construire des automobiles de plus en plus économes en énergie, moins polluantes et plus

facilement recyclables pour ne citer qu'un exemple. La protection de l'environnement rentre désormais dans une logique industrielle d'amélioration de la qualité.

On s'aperçoit aussi, à l'expérience, que ce fameux changement du contenu de la croissance, que l'on croyait marquer de son sceau l'avènement d'une nouvelle civilisation, n'était en fait que le renvoi vers d'autres pays des activités les moins nobles et les plus polluantes. On mesure aujourd'hui qu'une bonne part du CO<sub>2</sub> que l'on a prétendu cesser d'émettre a en fait été déplacé vers les pays en voie de développement et se trouve réimporté par le biais des produits manufacturés<sup>5</sup>.

Avec le temps et le déclin industriel, la réalité économique reprend progressivement ses droits. On réalise que l'on s'est enthousiasmé un peu vite pour des techniques réputées d'avenir mais très loin d'avoir fait leurs preuves sur le plan économique voire écologique. Certaines sont de véritables désastres financiers. Le régime de la production d'électricité d'origine photovoltaïque est un cas d'école. Par le biais de tarifs de rachat des kWh électriques d'origine photovoltaïque fixés à des niveaux exorbitants, on a créé une rente au profit de quelques milliers de français, financée par des prélèvements obligatoires sur l'ensemble des consommateurs qui atteindront rapidement 4 Mds € par an, le tout pour permettre l'achat de panneaux le plus souvent fabriqués au Japon ou en Chine dans des conditions environnementales souvent douteuses. Autant d'argent gaspillé qui aurait pu être consacré au développement dans nos laboratoires de nouvelles technologies plus porteuses d'avenir.

Souhaitons qu'il n'en aille pas de même pour le projet ITER dont les retombées industrielles ne sont pas aujourd'hui programmables à un horizon prévisible mais qui absorbe une masse considérable de crédits qui auraient pu être affectés à un développement plus rapide des réacteurs nucléaires de 4<sup>ème</sup> génération.

Dans l'arène climatique internationale, au sein du grand casino des quotas carbone, on s'aperçoit également que vouloir être le bon élève, vouloir donner l'exemple ne sert absolument à rien. La danse est menée par ceux qui ont le pouvoir de nuisance le plus grand : les USA et la Chine. Tout au plus nous reconnait-on le statut de laboratoire mais dont bon nombre de pays, l'Australie, les USA, le Japon, la Corée décident de ne pas utiliser les résultats afin de ne pas alourdir encore davantage les charges pesant sur leur industrie. Il y avait quelque chose de pathétique à entendre l'argumentation de certains responsables politiques français européens cherchant à convaincre que taxer davantage l'industrie la préparerait mieux pour les années futures. Sans doute, mais lorsque les gras maigrissent, les maigres meurent même s'ils meurent guéris.

Dans ce réalignement du pendule écologique sur le pendule économique, on ne peut passer sous silence le principe de précaution et sur le dévoiement auquel il donne lieu. Il faut dire que la formulation qui en a été retenue dans la charte de l'Environnement n'est pas de lecture aisée et le différencie peu des pratiques habituelles de la prévention des risques<sup>6</sup>. Dès lors, le risque était grand

---

<sup>5</sup> On se référera sur ce point à l'étude du think tank anglais « Policy exchange » publiée le 19 novembre 2010 et intitulée « Carbon omissions ». Cette étude analyse l'évolution des émissions de CO<sub>2</sub> au niveau de la consommation et non de la production, et montre que l'Europe des 6 transfère aujourd'hui 1/3 de ses émissions réelles de CO<sub>2</sub> sur ses importations nettes de produits industriels ou agricoles, contre 3% en 1990.

<sup>6</sup> « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veilleront, par application du principe de précaution, et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation

que ne l'emportât la conception négativiste du principe de précaution consistant à dire « ne faites rien tant qu'il n'est pas démontré que cela ne génère absolument aucune conséquence dommageable à l'environnement ». Les exemples commencent à prospérer d'arrêts de justice pris par des tribunaux de première instance mal inspirés mais qui constituent autant d'exemples montés en épingle concourant à freiner l'innovation et la prise de risques.

Enfin bien sûr, il faut s'interroger avec lucidité sur cette notion d'emplois écologiques, de « green jobs », qui constitue, dans l'industrie, l'une des grandes escroqueries intellectuelles des temps modernes mais dont a été victime bon nombre d'hommes politiques de bonne foi. Le développement et la fabrication de biens d'équipements ou de consommation écologiques s'insèrent, redisons le, dans un processus permanent et indispensable d'amélioration de la qualité, de la sécurité et des performances. Les Chinois, qui se sont donnés comme objectif de réduire l'intensité carbonique de leur économie de 40 à 45% entre 2005 et 2020 ne considèrent pas qu'un tel effort sera générateur d'emplois. Mais il constitue désormais pour eux l'une des composantes importantes de leur plan de modernisation de l'industrie et la génération d'électricité. Les analyses technocratiques comptent top fréquemment comme nouveaux emplois des emplois qui ne sont en fait que des emplois de substitution dans le cadre d'un processus de mutation technologique qui a toujours existé.

Après ces débordements de tout genre dans la sphère écologique, il est indispensable d'en venir à une écologie raisonnable, qui sera d'autant plus crédible qu'elle prendra en compte à leur juste niveau les données économiques. Alors l'industrie aura peut-être à nouveau le sentiment de ne pas être traitée comme des démolisseurs de l'environnement qu'il est urgent d'exiler dans des pays lointains mais comme une composante d'une renaissance apaisée de nos économies où la recherche du mieux être pourra s'accompagner de celle du plein emploi.

---

des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage »